

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 22 OCTOBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX 0,50 F

EDITORIAL:

QUI SONT LES VRAIS TERRORISTES ?

Nous voici revenus au temps des imprécations contre le terrorisme individuel.

Parce qu'une poignée de petits-bourgeois désespérés se sont jetés les armes à la main contre les biens et contre des membres de la classe bourgeoise, l'exaspération et la haine des nantis ne connaît plus de bornes.

Certes, Baader, ses compagnons et tous ceux qui rêvent de les imiter, n'ont rien à voir avec le combat des ouvriers et des pauvres pour le socialisme. Le terrorisme de quelques individus ne remettra jamais en question, de manière fondamentale, le pouvoir des bourgeois. Bien au contraire, il renforce ce pouvoir, il le consolide. Ce qui vient de se passer à Mogadiscio et en Allemagne, en est une fois de plus la démonstration. Les meurtres aveugles, les prises d'otages n'ont pas fait avancer la classe ouvrière allemande, ni en ce qui concerne son degré de conscience, et pas davantage du point de vue de son organisation. Qui plus est, ces méthodes - là n'ont même pas arrangé les affaires des membres de l'organisation de Baader, bien au contraire.

Les prises d'otages et les autres attentats ont permis à la bourgeoisie allemande de réaliser dans tout le pays une véritable "union sacrée" autour de l'état capitaliste et sur son programme : l'anéantissement des fractions terroristes.

Et en ce sens nous pouvons dire que non seulement les terroristes ne défendent pas l'intérêt des travailleurs mais qu'ils vont même contre.

Car permettre aux bourgeois allemands de réaliser une union sacrée, c'est-à-dire de donner l'illusion à de larges couches de la population, y compris des couches ouvrières, qu'elles ont des intérêts communs avec la bourgeoisie, cela revient à obscurcir la conscience de classe des travailleurs.

Mais par ailleurs, les bourgeoisies du monde entier ont beau clamer leur haine et leur satisfaction, il n'empêche qu'Andréas Baader et ses amis sont bien des produits directs de la société capitaliste.

Et en matière de terrorisme, il suffit de se souvenir de mai 67 en Guade-

(suite en page 2)

MARTINIQUE

Le PCM pris de contorsions idéologiques

Sous le titre "le boycottage des élections, une idée de Marie-Jeanne", Justice tente une analyse théorique du problème du boycottage des élections, n'hésitant pas à se référer à Lénine pour prouver "la malfaisance du gauchisme", à l'occasion des dernières sénatoriales.

Mais cette nouvelle attaque de Justice contre les "gauchistes" s'accompagne de déclarations parfaitement malhonnêtes et hypocrites de la part du PCM. En effet, à l'appui de sa démonstration, Justice n'hésite pas à affirmer: "que par le vote et l'action parlementaire on ne puisse pas faire la révolution ou même régler fondamentalement une question ouvrière quelconque en régime capitaliste et colonial, tout le monde le sait. Et rabâcher cela comme le fait Marie-Jeanne et Delépine à chaque élection, c'est se complaire dans les puérilités".

Voilà un langage radicalement diffé-

rent de celui que tient habituellement le PCM devant les travailleurs et que contredit toute sa pratique passée et présente. Car toute la politique du PCM est basée justement sur l'importance accordée aux élections.

Cette politique consiste à faire croire aux travailleurs qu'en élisant des hommes de gauche ils pourront changer leur vie, et dans cette perspective la seule action que propose le PCM à la classe ouvrière c'est de "bien" voter lors de chaque élection, tous les 5, 6 ou 7 ans !

Alors, que le PCM fasse aujourd'hui de grandes déclarations anti-électorales, ce n'est qu'un mensonge de plus de la part d'une organisation qui n'hésite pas à tromper les milliers de travailleurs qui lui font confiance en les entraînant périodiquement dans la voie sans issue des élections.

A Sainte-Rose

UNE MUNICIPALITE QUI MÉPRISE LES COUCHES LES PLUS PAUVRES DE LA POPULATION

La municipalité de Sainte-Rose veut expulser une vingtaine de familles de la Boucan qui ont leur cases sur des terres qu'elle désire récupérer. Cela fera bientôt trois ans que ces familles se sont installées sur ces terres. Celles-ci étaient abandonnées et en friche, et la municipalité de Sainte-Rose ne s'en était jamais préoccupée. Aujourd'hui, elle découvre subitement qu'elle peut faire des lotissements et construire une cité en ces lieux.

Le maire, Charles Gabriel, est venu lui-même informer ces familles de sa décision d'utiliser ces terres, en leur demandant ou de les acheter ou de plier bagages. Il leur a proposé par ailleurs qu'elles s'installent sur d'autres terres inhabitées car souvent inondées, se situant en bordure de la Grande Rivière à Goyaves.

Le maire de Sainte-Rose sait parfaitement que ces familles ne sont pas en mesure d'acheter ces terres ni de s'engager dans l'achat d'une maison en cité. En

clair, il envisage une seule solution, c'est de les expulser par la force et les poursuites judiciaires.

Dans une région où toutes les terres cultivables appartiennent aux gros propriétaires fonciers, la population a toutes les difficultés pour installer une petite case et faire un peu de jardinage et d'élevage car les surfaces occupées sont très réduites. Nombreux sont ceux qui occupent des espaces abandonnés plus vastes qui appartiennent à la commune. Plutôt que de donner à ces familles la possibilité de

(suite en page 2)

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.

Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

2^{ème} supplément au mensuel N° 80

EDITORIAL

(suite)

loupe, Chalvet en Martinique, de Cuba, de l'Algérie ou du Vietnam, pour se rendre compte que tous les crimes de Baader et autres, ne sont que de l'artisanat à côté de ce terrorisme à l'échelle industrielle qu'exerce la bourgeoisie mondiale sur tous ceux qu'elle opprime.

Ce terrorisme bourgeois, c'est lui notre plus mortel ennemi et c'est contre lui que nous devons préparer toutes nos forces.

A Sainte-Rose

(suite)

posséder ces terres, la municipalité préfère en tirer profit et les mettre au service des sociétés immobilières.

La municipalité de Sainte-Rose prouve ainsi clairement qu'elle n'est pas au service de la population la plus déshéritée mais au service des gros possédants.

Martinique

AFFAIRE EMELEDA : UNE ATTAQUE

CONTRE LES LIBERTÉS SYNDICALES.

Cela fait maintenant plusieurs semaines qu'un cadre à la SIMAR Christian Emeleda est en conflit avec le directeur de la société de Monsieur Robinel.

Rappelons que depuis 76, ce cadre a été le seul cadre à participer de façon active avec les employés, aux grèves de 76. Et depuis cette époque, il est mal vu de la direction qui a cherché toutes sortes de moyens pour l'écarter de ses véritables fonctions.

Elu délégué du personnel sur la liste CGTM, ce cadre a contribué activement à la remise sur pied de la chambre syndicale.

Aujourd'hui il est licencié sans l'avis du conseil de discipline et sans qu'on ait rien à lui reprocher sinon d'être syndicaliste, de se mettre du côté des travailleurs les plus humbles de la SIMAR et de ne pas se taire sur les magouilles des cadres de l'informatique.

C'est donc vendredi 7 octobre, que monsieur Robinel passait en correctionnel sur la demande de la chambre syndicale pour entrave à la liberté syndicale. L'affaire est jusqu'à ce jour en délibéré.

Christian Emeleda a raison de se mettre du côté des travailleurs les plus humbles. Cependant le soutien qu'ont apporté les travailleurs de la SIMAR à leur délégué ne peut suffire à le réintégrer. Cette affaire d'atteinte aux libertés syndicales concerne tous les travailleurs.

ASSASSINAT D'ANDREAS BAADER

ET DE SES COMPAGNONS

Juste après le "succès" remporté par le gouvernement allemand en envoyant un commando contre les auteurs du détournement de l'avion de la Lufthansa, la presse annonçait, sur un ton à peine moins triomphant, qu'Andreas Baader et trois de ses compagnons s'étaient suicidés simultanément dans leurs cellules.

On ne peut qu'être perplexe, pour ne pas dire plus, sur ce quadruple "suicide". En effet, quand on connaît l'efficacité des prisons allemandes, quand on sait que depuis l'enlèvement de Schleyer chacun des prisonniers était isolé complètement des autres et du reste du monde (avocats compris), on se demande comment d'abord ont-ils connu aussi vite la nouvelle de l'échec du détournement, ensuite comment des armes ont pu leur parvenir, enfin pourquoi se sont-ils tous tiré une balle derrière la tête. Dans leur visible soulagement, aucun des journalistes n'a émis l'hypothèse qu'il ait pu s'agir d'une exécution pure et simple.

Cependant, même s'il s'agit d'un suicide, on peut affirmer à coup sûr que cet acte désespéré a été préparé, organisé scientifiquement par les autorités allemandes.

En effet, diverses formes de tortures, qui se veulent "humaines", sont appliquées aux prisonniers politiques, notamment l'isolement dans une cellule spéciale où l'on crée le silence absolu. Diverses méthodes "psychologiques" sont aussi appliquées.

En fait, la peine de mort n'existant plus en Allemagne, Baader et les siens étaient condamnés à perpétuité. Le meilleur moyen de se débarrasser d'eux était de les pousser au suicide. Ainsi le problème apparaît "réglé" : Baader et ses compagnons étant supprimés, on ne cherchera plus à les délivrer. Il s'agit là d'un crime pur et simple de la part des autorités allemandes, qui par la chasse aux sorcières qu'elles organisent en permanence sont en fait responsables de l'existence du terrorisme. Et Schmidt, comme ses homologues étrangers Giscard ou Carter, dont l'appareil d'état défend par les armes les privilèges des capitalistes, est vraiment mal placé pour jouer les humanistes face aux terroristes dont la seule motivation, à les en croire, est "la haine".

L'indépendance que nous voulons

Voilà maintenant près d'un mois que la polémique ouverte entre la gauche et les indépendantistes à la suite des élections sénatoriales a été déclenchée et elle se poursuit de plus belle.

En effet, "Justice" l'organe du PCM prenant le relais du "Progressiste" ne perd pas une occasion d'attaquer Marie-Jeanne et le GRS, et par extension, tous ceux qui se réclament de l'indépendance.

C'est à qui au sein de la gauche vilipendera les indépendantistes, qualifiés pour la cause, de gens "irresponsables", d'aventuristes" quand ce n'est pas carrément de "complices de la droite".

Ainsi, les élections sénatoriales auront permis au moins de mettre à jour l'existence d'un courant pour l'indépendance, courant dont les partis de gauche tels que le PPM et le PCM sont obligés de tenir compte.

Ce courant bien qu'il soit limité, bien qu'il soit faible, existe cependant, et jouit d'une popularité certaine : De Lépine n'a-t-il pas obtenu 25 suffrages aux élections sénatoriales, alors que justement ce type de scrutin anti-populaire au possible ne permet qu'aux notables de s'exprimer.

Plus significatif est l'appui apporté à Marie-Jeanne qui a pu réunir un millier de personnes le vendredi 7 Octobre pour approuver sa politique.

Et cela est important pour les travailleurs. Il est important qu'il y ait un courant au sein de la population, qui

réclame ouvertement l'indépendance. Il est important qu'il y ait des gens qui pensent qu'on ne peut pas continuer à vivre dans un pays dépendant du colonialisme français, que cela s'appelle départementalisation ou bien autonomie.

Nous, à Combat Ouvrier, nous sommes, nous aussi, partisans de l'indépendance. Nous aussi nous pensons qu'il faudra rompre les liens qui nous rattachent à la Métropole impérialiste.

Mais ce que nous disons, contrairement à Marie-Jeanne et au GRS, c'est que la lutte pour cette indépendance doit être menée sous la direction de la classe ouvrière.

Les travailleurs devront s'y engager avec leur propre programme, le programme de la révolution socialiste, le programme du pouvoir ouvrier.

En effet, à Combat Ouvrier, nous militons pour que demain, l'indépendance ne signifie pas seulement pour la population avoir une nationalité martiniquaise, guadeloupéenne, antillaise. Nous militons pour que demain ce soient les travailleurs qui profitent des richesses qu'ils produisent dans ce pays. Nous militons pour que l'indépendance ne permette pas à une poignée de petits et moyens bourgeois noirs assoiffés de richesses et d'honneurs, de s'emparer des poches sur le dos des travailleurs, en remplaçant purement et simplement les exploités actuels.

Voilà ce pour quoi nous nous battons.